

# Charles Michel, otage de la rivalité CD&V - N-VA ?

**Sociaux-chrétiens et nationalistes flamands sont à couteaux tirés au sein du gouvernement fédéral. Attention, danger pour la suédoise ? Pas dans l'immédiat. Le Premier ministre démène et le MR engrange.**

Par **Olivier Mouton**

**C**ontrairement à tous les pronostics, ce n'est pas le MR qui pose problème au sein du gouvernement fédéral. Le venin est flamand. » Carl Devos, politologue à l'université de Gand, résume le sentiment général à l'heure où Charles Michel et les siens préparent discrètement les grands travaux de printemps: conclave budgétaire, débat fiscal, prolongation des mesures sécuritaires décidées après les attentats de Paris et la fusillade de Verviers...

Deux partenaires de la coalition, la N-VA et le CD&V, sont à couteaux tirés sur chacun de ces chantiers et multiplient depuis quelques semaines les incidents, les sorties rageuses dans la presse et autres revendications pressantes. Le navire gouvernemental tangue. Au détriment du MR ? Pas forcément. Il tirerait même profit de ce bras de fer intra-flamand. « Même si Charles passe beaucoup de temps à être le Premier ministre des partis flamands », ironise un de ses collègues de parti.

## « Peeters, le maillon faible »

Le contexte, pourtant, est délicat. « Depuis le début de l'été, on sentait le CD&V mal à l'aise en s'embarquant dans cette coalition trop à droite, souligne un haut responsable libéral, qui a participé aux négociations depuis le début. Maintenant, il a compris qu'il avait une carte à jouer en incarnant le visage social du gouvernement. » Ce commentaire en dit long sur le malaise qui ronge le parti social-chrétien flamand, dramatiquement passé sous la barre électorale des 20 %, et désormais en proie à une agitation sans précédent pour exister face à l'ogre N-VA.

La rivalité, brutale, se comprend facilement. Depuis la mort de leur cartel en 2007, CD&V et N-VA piétinent les mêmes plates-bandes électorales. Mais tandis que la N-VA s'envolait au-dessus des 30 % à l'issue du scrutin du 25 mai 2014, en siphonnant les voix à la droite radicale du Vlaams Belang, le CD&V plafonnait à 18,6 %, loin de son objectif de 20 %. Sociaux-chrétiens et nationalistes se sont, en ●●●

●●● outre, neutralisés en échangeant leurs électeurs. « En 2014, la N-VA a cédé 114 587 électeurs au CD&V qui lui a légué en retour 107 216 voix, calcule Marc Swyngedouw, président de l'Institut d'enquêtes sociales et politiques de la KUL. Le CD&V et la N-VA ont donc échangé à somme nulle quelque 220 000 électeurs. Du jamais-vu ! C'est ce qui explique leur opiniâtre rivalité. »

Voilà pourquoi au sein de la suédoise, le CD&V cherche à cultiver son image « centriste », pour se démarquer, quitte à donner le sentiment d'avoir un pied dans la majorité, un autre en dehors. Régulièrement, ses figures de proue se manifestent dans la presse pour réclamer un « tax-shift » (*NDLR : glissement de fiscalité, du travail vers d'autres types de revenus*) et une taxation des revenus du capital, glissant vers une image de « nouveau PS ». « Pour nous, ce shift fiscal est une absolue nécessité, réitère Stefaan Vercamer, député CD&V proche de l'ACW (Mouvement ouvrier chrétien). Ce gouvernement doit écouter la colère de la rue. Non, nous ne sommes pas nerveux. Mais l'attitude de la N-VA n'est pas correcte par rapport au travail que

nous avons réalisé pour renouer le dialogue avec les partenaires sociaux. Ce n'était notamment pas loyal de s'exprimer à un moment crucial de la négociation avec des éléments sulfureux dont nous avions déjà parlé cet été et qui ne se trouvent pas dans l'accord de gouvernement. » Une allusion outrée à la sortie de la députée N-VA Zuhair Demir, qui, le 4 février, a relancé à la Chambre l'idée d'une limitation des allocations de chômage dans le temps – une évolution inacceptable pour le CD&V.

Contrairement aux stéréotypes qui circulent du côté francophone, la N-VA n'est toutefois pas le parti le plus problématique au sein de la majorité. « Souvent, Charles dit: "Si tous les vice-Premiers pouvaient aussi être loyaux que Jan Jambon (*NDLR: vice-Premier N-VA*), cela se passerait mieux", épingle un membre du Conseil des ministres. Franchement, la N-VA joue de façon parfaitement loyale le jeu de la coalition et de l'accord. Que Bart De Wever se livre de temps à autre en dehors du gouvernement, c'est normal. Ceux que l'on sent moins, c'est Theo Francken (*NDLR: secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration*), qui se contente de quatre mots au Conseil des ministres pour défendre ses dossiers, et la ministre flamande Liesbeth Homans: celle-là et ses provocations, bof... »

Le CD&V, par contre, inquiète. « Parfois, Kris Peeters (*NDLR: vice-Premier ministre*) surdose un peu, prolonge une autre source proche du 16. Sa récente promenade avec son épouse à Anvers pour faire du shopping et montrer que la situation est sûre était un pied-de-nez à Bart De Wever. De même, son mail envoyé à la section anversoise du CD&V pour demander à tous ses membres de protester contre les paras dans les rues allait un peu trop loin. » Certains n'hésitent pas à avouer que s'ils respectent l'homme, ils considèrent Kris Peeters comme l'élément le plus fragile de la coalition. Il resterait meurtri d'avoir vu le poste de Premier ministre lui échapper lors de la nuit des longs couteaux du 3 septembre 2014, quand le CD&V avait privilégié la nomination de Marianne Thyssen à la Commission européenne, et serait contraint de jouer un rôle à contre-courant, lui, le représentant du patronat, obligé de porter un message de gauche. « Certaines rumeurs disent qu'il pourrait se retirer en 2016 pour accéder à la présidence du port d'Anvers, rappelle un de ses collègues. Franchement, cela ne m'étonnerait pas. »

#### « Danger: si la N-VA chute à 22%... »

Cela dit, ce tiraillement entre CD&V et N-VA n'aurait pour l'instant « rien de préoccupant », à en croire le Premier ministre lui-même. « Charles doit de temps à autre intervenir pour que le jeu soit sous contrôle, relève un ministre. Mais c'est un schéma assez normal vu la rivalité entre ces formations. Les partis flamands de la majorité n'ont, de plus, pratiquement pas d'opposition face à eux, Groen et le SP.A étant très faibles. »

« Je ne vois pas d'un mauvais œil les expressions de l'un ou l'autre parti pour défendre leur thèse, cela ne me choque pas, sourit Hervé Jamar, ministre MR du Budget. On dénonce une cacophonie, mais l'inverse, ce serait un système où le Premier ministre parle pour tout le monde. Est-ce ce que l'on veut? Une telle liberté de parole permet, au contraire, un vrai débat idéologique. Je me demande aussi si cela n'arrange pas Charles Michel d'être le conciliateur. Parce que cela signifie qu'il reste au centre du jeu et, dans les moments de discorde, c'est lui l'élément fédérateur. »

« Ces incidents ne sont pas pénalisants pour le MR, dans

la mesure où le compte-rendu des guerres intra-flamandes est relativement marginal dans le spectre francophone, décrypte Pascal Delwit, politologue à l'ULB. On n'accuse ni le MR ni Charles Michel d'être responsables de la dynamique centrifuge au sein de sa coalition. Charles Michel peut, en outre, paraître comme l'arbitre au-dessus de la mêlée, c'est vrai. Le point négatif, c'est que le MR pourrait donner l'impression qu'il n'a rien de particulier à défendre, mais qu'il se contente de faire l'animation des autres partis. Cela renforce l'image, auprès de certains, que le gouvernement fédéral est en réalité... un gouvernement flamand. »

Face à la montagne qui lui reste à gravir d'ici l'été – entre budget, fiscalité et sécurité –, Charles Michel dispose d'un atout précieux pour déminer ces rivalités intra-flamandes: la maîtrise de l'agenda. « Il s'est rendu compte durant la négociation cet été que c'était un élément crucial, note un de ses proches. D'ailleurs, depuis les sorties un peu crispées de ses partenaires dans la presse, de l'eau a coulé sous les ponts. Charles dispose désormais des cartes en main pour conclure un accord. » L'effort budgétaire à réaliser sera par ailleurs moins douloureux qu'annoncé – on parle d'un montant autour du demi-milliard – et la quadrature du cercle fiscale pourrait donner lieu à un « shift » mineur vers l'éco-fiscalité, la consommation et les revenus du capital.

Il n'empêche: le navire pourrait tanguer ces prochaines semaines. « Ce qui nous rassure en ce qui concerne le CD&V, c'est la relation privilégiée qui existe entre Charles Michel et Wouter Beke, précise un libéral. Les deux hommes s'apprécient depuis longtemps, ils ont noué des liens en 2007 déjà, ont été à la base de cet accord et pourraient jouer un rôle-clé en cas de clash majeur. Quant à la N-VA, la seule vraie crainte serait qu'elle se retrouve un jour à 22 % dans les sondages. Alors, De Wever et les siens seront tentés de durcir leur discours. Mais pour l'heure, tout se passe bien, on croise les doigts. » D'où la volonté, aussi, d'enregistrer un maximum de résultats avant que la perspective des élections communales de 2018 ne vienne exacerber encore les tensions intra-flamandes. A Anvers, dans leur fief, Bart De Wever et Kris Peeters se feront encore moins de cadeaux qu'aujourd'hui.

#### Le MR? « Au centre... »

Après quatre premiers mois d'une épreuve qualifiée de « kamikaze » par bien des observateurs, les libéraux francophones se disent rassurés. « Notre inquiétude initiale, il faut l'avouer, c'était que le MR soit fragilisé en tant que seul parti francophone de la coalition, concède-t-on dans l'entourage du Premier ministre. Mais notre parti est aujourd'hui solide dans la coalition, le gouvernement a acquis sa légitimité, il est reconnu. Et à vrai dire, cette rivalité entre N-VA et CD&V nous est plutôt favorable. En matière de sécurité, quand la N-VA tape un peu fort, cela nous permet de réaliser rapidement un pan de notre programme sur lequel nous avions mis fortement l'accent en campagne. En matière socio-économique, cela nous arrange par ailleurs que le CD&V insiste sur la concertation sociale ou le tax-shift et accule la N-VA. Car nous avons dit, dès le début, que nous voulions mener une politique de centre-droit raisonnable. »

L'analyse faite par la garde rapprochée du Premier? Grâce aux tiraillements au sein de sa majorité, le MR engrange en se situant au centre de la coalition. « La synthèse des quatre partis, c'est notre programme à 80 %. Nous ne devons pas

avaler de couleuvres comme Elio Di Rupo sous la législature précédente, avec la réforme des allocations de chômage. » « En réalité, enchaîne un ministre MR, les incidents impliquant les partis flamands sont intéressants parce qu'ils montrent que nous ne sommes pas un problème, mais la solution. Cela cadre bien avec notre profil de parti qui ose prendre ses responsabilités. » « Il y a un soutien de plus en plus fort de la population, appuie-t-on dans l'entourage de Charles Michel, au risque de faire hurler l'opposition. Nous le ressentons quand nous nous rendons sur le terrain. L'adhésion à ce gouvernement est supérieure au poids électoral actuel du MR. » Or, le pari initial des libéraux francophones en optant pour la suédoise était bien celui-là : capter tous les votes anti-PS du côté francophone pour élargir sa base électorale.

Pour l'heure, le Premier ministre ne serait donc pas l'otage du bras de fer CD&V/N-VA. Au contraire, il en bénéficierait. Ce sera vrai aussi longtemps... que la température entre partis flamands restera à un niveau gérable. Il suffirait d'une crise gouvernementale ou une N-VA affaiblie et provocatrice pour que le MR retrouve l'angoisse des kamikazes. • O.M.